

qui conduisaient le mouvement dans l'impasse et en définitive, à la démobilisation des masses. Ces solutions de rechange étaient des mots d'ordre aventuristes (abandon de l'outil, par ailleurs jamais appliqué) ou des mots d'ordre opportunistes (fédéralisme, sans préciser la nature de classe de l'Etat wallon, ni les moyens de la créer). Implicitement d'ailleurs, ce dernier mot d'ordre fut lancé pour faire pression sur la dynastie, avec tout ce que cette orientation comporte de danger. Cette attitude négative est responsable du piétinement du mouvement au moment même où il avait besoin d'impulsions nouvelles.

Dans ce sens, si l'équipe droitière MAJOR-VAN ACKER porte la principale responsabilité de l'échec de la grève générale, RENARD porte une non moins grande responsabilité dans le non aboutissement de la grève, une victoire étant objectivement encore possible pendant cette deuxième phase.

5. - Le parti communiste belge : les « voies pacifiques vers le socialisme »

Incontestablement, les militants de base du P.C. ont joué un rôle important dans les entreprises pour le déclenchement des grèves. Le P.C. sortira d'ailleurs quelque peu renforcé de ce mouvement. Mais cependant, lui non plus n'a pas su donner une orientation et une perspective claire à ce mouvement, ni surtout le diriger et le mener à bonne fin.

Le P.C.B. avait encore, au moment des grèves, un programme très confus à propos de la Belgique (« gouvernement démocratique », etc.). Ses militants se sont jetés dans la lutte avec comme seul objectif le retrait de la loi unique, dénonçant les mots d'ordre des « réformes de structure » comme « gauchistes ».

Après avoir poussé le débrayage au maximum dans le pays, le P.C. a calqué son attitude sur celle de la direction de la F.G.T.B. et du parti social-démocrate, tout en dénonçant la droite de celle-ci. Le « Drapeau Rouge » du 10 janvier publie un appel du Bureau politique du P. affirmant que « calme et sang-froid, telles sont les directives de l'heure », et l'éditorial du même journal se félicite, le lendemain, que ce mot d'ordre soit le même que celui lancé par le Bureau du P.S.B.

Sur le plan de l'action, le P.C. pratiqua la même politique. Très actifs dans les piquets de grève, les militants du P.C. y proposaient généralement des objectifs purement réformistes (délégations chez les parlementaires chrétiens, pétitions). Les mots d'ordre d'action qu'ils exigeaient des dirigeants réformistes, ils ne les recevaient pas de leur propre direction !

Cependant, il y eut un décalage réel entre la direction du P.C. et sa presse d'une part, et d'autre part les militants actifs de certains secteurs (métallurgie, Gazelco) et de certaines régions (Liège, Charleroi, Centre). Ce décalage allait même parfois jusqu'à constituer chez des groupes de militants une opposition virtuelle.

Fidèle à sa tactique d'unité d'action par le haut, le P.C. colla le plus possible aux directions réformistes. Ce faisant, bien qu'étant plus puissant numériquement et organisé dans plus d'endroits que la gauche socialiste, le P.C. perdait dès le départ la possibilité d'apparaître comme direction de rechange aux masses en lutte. Cette union continua même après la grève, puisque l'on vit souvent les militants du P.C. s'allier en pratique avec la droite contre Renard. On vit

même ce spectacle inouï d'un Parti Communiste (sic), adressant une lettre à l'Action Commune réformiste pour l'accuser d'avoir lancé... des mots d'ordre « gauchistes » :

« Nous ne comprenons pas non plus pourquoi votre programme de négociation immédiate prévoit des propositions comme... certaines réformes de structure, certes progressistes et indispensables, mais qui, en raison de leur importance (!) et de leur complexité, relèvent plutôt (!) d'un programme à soumettre au pays lors d'une consultation électorale (resic) ». (« Le Drapeau Rouge », 20 janvier 1961.)

Cette grève générale a révélé que le P.C. belge était prisonnier des conceptions khrouchtcheviennes de « coexistence pacifique » et des « voies pacifiques au socialisme ». En pleine grève, il s'inquiéta du prestige de nos (!) institutions démocratiques » dans une lettre envoyée au P.S.B. et aux partis bourgeois (« Drapeau Rouge Magazine » du 7 janvier 1961). Le Parti communiste n'escomptait plus les possibilités de lutte objectivement révolutionnaire dans les pays d'Europe occidentale. Le caractère violent du mouvement l'a également surpris, comme a été surprise la social-démocratie. Il a réagi en s'efforçant de limiter les objectifs de la grève sur un plan purement réformiste de gauche, de conquête de revendications immédiates. La nature profondément anticapitaliste et objectivement révolutionnaire de la grève n'est jamais apparue au P.C. Il s'efforça même de la nier dans ses explications à ses militants. Il s'opposa aux mots d'ordre de réformes de structure, affirmant que c'était « désorienter le mouvement » (« Drapeau Rouge », 4 janvier) que de fixer à la grève d'autres objectifs que le retrait pur et simple de la loi unique. Il refusa d'accepter des propositions de durcir le combat (comme la proposition de la « marche sur Bruxelles », lancée par « La Gauche »), et défendit l'idée absurde que pour gagner la bataille contre les forces de répression réunies du capitalisme, il suffisait... d'envoyer de fortes délégations auprès des députés catholiques et libéraux (René Beelen « Le Drapeau Rouge », 31 décembre 1960). Il se coupait ainsi de toute possibilité de donner une direction révolutionnaire à la grève, et de remplacer effectivement et efficacement la direction centriste de Renard.

6. - La gauche socialiste : les bonnes intentions et les bons slogans ne suffisent pas

La gauche socialiste avait vu, avant et pendant le mouvement, beaucoup plus clair que n'importe quelle autre tendance de masse ouvrière. Elle a été moins surprise par la spontanéité du mouvement et par sa virulence. Avant le 20 décembre, la gauche socialiste réclamait la grève générale, en disant : « Préparons-la ». Le journal « La Gauche », les interventions dans les assemblées du parti et du syndicat, les affiches et les tracts des Jeunes Gardes Socialistes, ont contribué également au déclenchement du mouvement dans certaines régions, de même que l'action syndicale de militants de la gauche socialiste.

Cela prouve que cette tendance est foncièrement honnête. Elle évolue de la social-démocratie vers des positions plus justes, et elle cherche sincèrement une issue aux problèmes posés au mouvement ouvrier belge. Mais elle n'a pas encore su se libérer d'une série